Un livre accuse Hollande d'avoir établi un système de surveillance de ses adversaires politiques

23/03/2017 à 9h17

François Hollande est-il pour quelque chose dans la déconfiture de certains de ses adversaires politiques ? C'est ce que suggère un livre à paraître, Bienvenue Place Beauvau, Police : les secrets inavouables d'un quinquennat (éd. Robert Laffont), des journalistes d'investigation au Canard enchaîné. Que contient cet ouvrage ?

D'après les bonnes feuilles publiées par l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles*, il décrit un vaste système de surveillance de ses adversaires mis en place par François Hollande depuis son arrivée à l'Élysée. Ce "cabinet noir" aurait eu pour objectif de discréditer les concurrents du président à l'élection présidentielle, en particulier Nicolas Sarkozy et Manuel Valls, son propre Premier ministre. Les auteurs écrivent ainsi, de manière éloquente, à propos des "affaires" et révélations sur la vie privée des candidats : "Derrière ces ennuis à répétition qui ciblent les principaux rivaux du président sortant, difficile de ne pas voir la patte de Hollande".

[…]

D'après les auteurs, il existe bien une orchestration des affaires judiciaires, dont le point de départ se situe au service de renseignement financier de Bercy (dont le ministre, Michel Sapin, est un vieil ami de Hollande), Tracfin. Après avoir récolté des informations dans les comptes en banque de

responsables politiques, cet organisme peut transmettre le dossier à la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), dont le directeur, Robert Gelli, est aussi un proche de François Hollande.

Hollande lui-même a été prolixe à ce sujet, confiant par mégarde devant dix-neuf députés socialistes, le 17 février 2014 : ***“Sarkozy, je le surveille, je sais tout ce qu’il fait”***. Simple manière de parler ? Selon les témoignages recueillis, pas vraiment. Un routard de la police judiciaire évoque en effet la constitution de “blancs”, c’est-à-dire d’informations récoltées clandestinement, et qui remonteraient *“en haut lieu”*.

[…]

Ces coups bas ne concernent pas que Sarkozy, mais aussi Manuel Valls, selon les allégations de ce livre. Ainsi la rumeur selon laquelle le Premier ministre aurait eu une liaison avec sa ministre de l’Éducation aurait été ébruitée en haut lieu, de même que les conditions de financement de l’orchestre de sa femme, Anne Gravoin. A Matignon, on fait ainsi remarquer que l’enquête a été *“conduite par une société d’intelligence économique proche de l’Élysée, qui travaille en sous-main avec la DGSE”*.

Les Inrocks